

PROGRAMME DES « RENDEZ-VOUS TACTICS », CONSACRÉS AU DECRYPTAGE DES ENJEUX DE LA FILIÈRE AGRO-ALIMENTAIRE

Au salon de l'agriculture du 21 février au 1^{er} mars 2026

Date	« Rendez-vous Tactics »	Intervenants
Lundi 23 février 12h30	<p>Pouvoirs d'enquête et de sanctions de la DGCCRF : quelle étendue et quelles limites ?</p> <p>Cette table ronde sera consacrée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux pouvoirs d'enquête et de sanction de la DGCCRF ; - aux sanctions et aux dernières évolutions constatées qui posent la question de leurs proportionnalité et de leur prévisibilité ; - à la question de la constitutionnalité et de la conventionnalité des sanctions. 	<p>Sonia BENSUSAN, Avocate, Piwnica & Molinié - Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation</p> <p>Alexandra SAVIE, Magistrate détachée, ancienne vice-procureure de la section de lutte contre la délinquance économique et sociale-pôle de santé publique, du parquet de Paris</p> <p>Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIE Avocate, Tactics</p> <p>Julia BOMBARDIER Avocate, Tactics</p>
Mardi 24 février 12h30	<p>Sécurité sanitaire et alimentaire des produits : quelle responsabilité pour les entreprises confrontées à de nouveaux risques bactériologiques ?</p> <p>Le développement de certaines bactéries (dont certaines sont difficilement détectables), l'interdiction de substances dont la toxicité est parfois sujette à discussion posent la question de la marge de manœuvre de l'entreprise et de sa responsabilité.</p> <p>Parmi les sujets qui seront traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comment établir le lien entre des intoxications et la consommation d'un produit : sur qui repose la charge de la preuve ? L'exemple des STEC dont la réglementation ne requiert pas la recherche - comment gérer les retraits-rappels face à un risque difficilement identifiable ; - quel recours pour l'entreprise ? - quel risque pénal ? 	<p>Nathalie GOUTALAND Avocate, ancienne inspectrice dans les services vétérinaires</p> <p>Sylvie FLEURY Experte judiciaire environnement</p> <p>Dr Stéphane PIRNAY Expert toxicologue près la Cour d'Appel de Paris, agréé par la Cour de Cassation Président de la Compagnie nationale des Experts Judiciaires de la Chimie (CNEJC)</p> <p>Jean-Marie PERRIN Directeur général, Perrin Vermot SA</p> <p>Francis AMAND Consultant et Counsel, Tactics, Ancien chef de service des produits et marchés à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes</p> <p>Julia BOMBARDIER Avocate, Tactics</p>
Mercredi 25 février 12h30	<p>Accord UE-Mercosur</p> <p>L'accord commercial entre l'UE et le Mercosur, présenté comme la création de la plus vaste zone de libre-échange au monde, fait l'objet de vives contestations, en France notamment. La libéralisation accrue des échanges, notamment dans les secteurs agricole et agroalimentaire, pose la question d'un équilibre entre ouverture des marchés,</p>	<p>Jean-Luc DEMARTY Ancien Directeur général du Commerce extérieur (2011-2019) et de l'Agriculture (2005-2010) à la Commission européenne</p> <p>Emmanuelle DUCROS Journaliste à l'Opinion</p> <p>Jean-Marie SERONIE Agroéconomiste indépendant, membre de l'Académie de l'agriculture</p>

	<p>protection des entreprises européennes et maintien des hauts standards sanitaires.</p> <p>Plusieurs questions seront abordées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Qu'est-ce que l'accord UE-Mercosur ? ➤ Où en est-on juridiquement ? ➤ Quelle distorsion de concurrence ? ➤ Quel impact sur la sécurité sanitaire et alimentaire ? 	<p>Les étudiants du Master II Droit de la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale (Université Paris I Panthéon-Sorbonne et AgroParistech)</p> <p>Julia BOMBARDIER, Avocate, Tactics</p>
<p>Jeudi 26 février</p> <p>12h00</p>	<p>Opérations de visites et saisies par les autorités de concurrence : adopter les bons réflexes</p> <p>Mise en scène et questions-réponses à partir d'un cas pratique : visites et saisies au sein d'un syndicat professionnel, portant sur des présomptions d'échanges d'informations entre adhérents, notamment sur la question des prix ou encore sur les « limites » à appliquer au « marketing vert ».</p> <p>Ce cas pratique sera l'occasion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de restituer le déroulement d'une opération type et d'anticiper les bons réflexes à avoir ; - de rappeler les règles en matière d'échanges d'informations et de discussions au sein d'un syndicat professionnel. 	<p>André MARIE Président de la SAS AMJD Consultants Ex Sous-Directeur adjoint, chef du bureau Politique de la concurrence à la DGCCRF</p> <p>Thomas PICOT Avocat, Tactics</p> <p>Florent VEVER, Avocat, Tactics</p> <p>Julia BOMBARDIER Avocate, Tactics</p> <p>Les étudiants du Master II Droit et contentieux de l'Union européenne de l'Université Paris II (Panthéon-Assas)</p>
<p>Vendredi 27 février</p> <p>12h30</p>	<p>Relations entre fournisseurs et distributeurs : comment parvenir à un équilibre ?</p> <p>L'ensemble des dispositifs mis en place par les lois « Egalim » 1 à 3 pour parvenir à un partage équilibré de la valeur ajoutée produite ans les filières agro-alimentaires semble avoir très modestement atteint son objectif.</p> <p>La discussion portera sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bilan provisoire des négociations 2026, - les obstacles concrets rencontrés pour mettre les tarifs en « marche avant » - la jurisprudence récente en matière de déséquilibre significatif, - les bénéfices à attendre du recours à la médiation. 	<p>Diane AUBERT Directrice des affaires publiques (FEEF)</p> <p>Marie BUISSON Directrice juridique de l'Association Nationale des Industries alimentaires (ANIA)</p> <p>Jo-Michel DAHAN Médiateur des relations commerciales agricoles</p> <p>Hervé DELANNOY Président de la Chambre arbitrale de la Grande distribution</p> <p>Daniel DIOT Secrétaire général, Institut de liaisons des entreprises de consommation (ILEC)</p> <p>Benoît GAVELLE Secrétaire général adjoint de la FNPL, en charge des OP (fédération nationale des producteurs de lait)</p> <p>Francis AMAND Consultant et Counsel, Tactics, Ancien médiateur des relations commerciales agricoles</p> <p>Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIE Julia BOMBARDIER Avocates, Tactics</p>

Rendez-vous sur notre stand !

Porte de Versailles, **Pavillon 5.1** destiné aux services et métiers de l'agriculture,
Allée C n°049.

Contact : jbombardier@tactics.law